Groupe « Les Mots de la Controverse » Equipe d'Accueil EA4249 *Héritages & Constructions dans le Texte et l'Image* Faculté des Lettres et Sciences humaines Victor-Segalen 20 rue Duquesne - CS 93837 - 29238 Brest cedex 03

Responsable de la publication : Ghislaine Rolland-Lozachmeur ghislaine.lozachmeur@univ-brest.fr

Ont contribué à la publication de cet ouvrage :

L'Equipe d'Accueil « Héritages & Constructions dans le Texte et l'Image »

Le Département de Français (UFR Lettres de Brest)

La Faculté des Lettres et Sciences Humaines Victor-Segalen

La Communauté Urbaine Brest Métropole Océane

Dessin de couverture : Olivier Texier, dessinateur et auteur de B.D. http://otexier.blogspot.com

Volume 2

les mots en sorce dans le discours

Tome 1 Les mots stratégiques

Textes réunis par Ghislaine Rolland-Lozachmeur

Syndicalisme cégétiste

Dreyfus, M. (1995): Histoire de la CGT, Paris, Complexe.

MOUTON, M. (2001): La CGT et l'Europe, Paris, Bibliothèque de Science-Po.

GROUX, G. & M. MOURIAUX (1992): La CGT crises et alternatives, Paris,

Economica.

Jean-François Revel polémiste

Ioana GALLERON Université de Bretagne-Sud HCTI-ADICORE

Il n'y a peut-être pas de plus grande gageure que de parler de l'œuvre de Jean-François Revel sans tomber dans la paraphrase. Outre le caractère entraînant et malheureusement encore actuel de sa pensée, qui invite plutôt à prolonger ses combats qu'à les disséquer, son écriture - reposant sur l'expression directe, cultivant la transparence du discours - est de celles qui paraissent à première vue ne donner aucune prise à l'analyse. Significativement, des deux œuvres de début de Revel c'est le roman (Histoire de Flore, 1957) qui «tombe à plat» (comme le dit M. Fumaroli dans son discours de réception à l'Académie), tandis que l'œuvre non-fictionnelle (Pourquoi les philosophes) le propulse directement sur le devant de la scène intellectuelle. A la croisée des chemins, c'est donc le parti de l'expression journalistique qui s'impose, et Revel se le tiendra pour dit : il n'explorera plus jamais le registre de la parole inspirée. Son œuvre semble ainsi échapper de facto à l'emprise de l'exégèse littéraire, invitant à accomplir d'autres actes que celui de l'évaluation esthétique : acceptation, admiration, mise en perspective, réfutation... C'est cette dernière option qui semble avoir été, d'ailleurs, le plus souvent prise par les auteurs des comptes rendus, non sans que Revel l'ait prévu, et même malicieusement programmé. Dans ce panel de réactions, il m'apparaît nécessaire de préciser d'emblée (si on ne l'a pas déjà compris) que la mienne se situe du côté de l'acquiescement et même de la révérence. Pourtant, c'est la question de la valeur culturelle, et non simplement historique, conjecturale, de civilisation, que j'entends poser à propos du discours de

Revel. L'analyse de ses mots stratégiques, que l'on pourrait mener d'un point de vue strictement rhétorique, livre plus que des enseignements sur les raisons de leur efficacité. Par sa façon de manier le verbe, Revel redessine¹ un rapport entre l'intellectuel et la politique (entendue dans le sens le plus large de «préoccupation pour les affaires de la Cité, pour la res publica»), rapport qui semblait, en France, définitivement fixé par le concept sartrien d'engagement. En tant que tel, Revel est bien un écrivain, dans la mesure où, à l'instar des plus authentiques d'entre eux, il œuvre pour l'Esprit. Il se posait, d'ailleurs, bien comme l'un d'entre eux, nullement inquiet des étiquettes de «frivolités journalistiques» qu'on accolait à ses textes².

De l'importante liste d'ouvrages de l'académicien, La Grande parade de 2000 constitue peut-être le support le plus convaincant de cette démonstration. Le livre prolonge le combat d'une vie contre le communisme, qui aura inspiré les autres grands titres antérieurs de Revel : La Tentation totalitaire (1976), Comment les démocraties finissent (1983), Le regain démocratique (1992). De l'aveu de l'auteur, il aurait dû être inutile en l'an 2000, plus de dix ans après la chute du mur de Berlin et la faillite complète du modèle économique soviétique. Mais, loin d'assister à un naufrage irrévocable du marxisme-léninisme, Revel constate un retour en force, à gauche, de cette idéologie pourtant condamnée par les faits les plus éclatants, par l'Histoire. C'est la quadruple opération de «parade» (dans les sens de «levée de bouclier», d'«étalage», de «volte-face» et d'«équarrissage en boucherie»), effectuée par la gauche au sujet du communisme, qui forme l'objet du livre. Il contient, en même temps, in nuce plusieurs des thèmes développés ultérieurement par

Le préfixe «re» a toute sa valeur ici. Revel reprend à son compte une position plus ancienne au sujet de ce rapport entre l'intellectuel et la politique, celle de Julien Benda. Il y aurait un travail très intéressant à faire au sujet de la filiation des deux esprits, travail dont le point de départ pourrait être l'article «Un vieux chnoque: Benda» (publié dans l'Express, 1965, repris dans Contrecensures, Jean-Jacques Pauvert, 1966, pp. 124-129)

le journaliste-philosophe dans L'Obsession anti-américaine (2002), son dernier ouvrage. La parenté avec tous ces titres en amont comme à l'aval se manifeste, par ailleurs, aussi bien dans le ton que dans le contenu. Sans doute les questions et les manières de les aborder ne sont-elles pas partout les mêmes, mais pour l'essentiel il m'apparaît que La Grande parade fournit un bon échantillon des armes de guerre de Revel et une possibilité de saisir sa perspective d'ensemble sur le rôle de l'intellectuel et sur l'acte d'écrire.

J'examinerai dans un premier temps ce qui peut apparaître comme une spécificité de Revel : sa manière de trouver ses mots stratégiques chez l'adversaire. L'auteur de la *Grande parade* aurait fourni sans doute une très intéressante communication dans ce colloque, tellement sa méthode semble précisément consister à identifier les clés de voûte du discours de ceux qu'il pourfend. Mais Revel ne parle pas qu'avec les mots de l'autre, disséqués, retournés ou refondés (trois opérations qui s'emboîtent, à la manière des poupées gigogne). Une conviction bien à soi l'habite, qui transparaît dans d'autres éléments langagiers fondamentaux. Ce sont eux qui doivent, qui méritent d'emporter l'adhésion du lecteur, autorisant déontologiquement les jeux de récupération mentionnés plus haut parce qu'ils sautent de prime abord aux yeux.

Les mots des autres

Ce qui frappe donc dès la première lecture du texte revelien, c'est la façon dont l'auteur attire périodiquement l'attention sur un certain nombre d'éléments au moyen des deux outils typographiques qui sont les guillemets et les italiques. Les premiers servent, très classiquement, à citer ; les secondes identifient des syntagmes en langue étrangère (ex. «the big government»), ou soulignent une idée, opération en vue de laquelle il n'est pas rare qu'elles s'entourent d'autres dispositifs (syntaxiques) de l'insistance : «De plus, lorsqu'on regarde les études de motivation des électeurs, [...] on constate que ce retournement exprime un rejet non pas seulement de telle ou telle équipe gouvernementale, mais de la gauche en tant que telle, de ses principes doctrinaux³» etc.

[«]Le journalisme n'est pas pour moi une sorte d'appauvrissement de l'expression littéraire, et il m'est impossible d'écrire le plus modeste compte-rendu sans la même tension, la même inquiétude, la même laborieuse recherche de l'inévitable, que je mets à écrire un livre. On me répondra, et par ces remarques j'y invite, que tout cela peut aussi bien prouver le caractère 'littéraire' de mes articles, que la nature journalistique de mes livres. J'accepte bien volontiers ce jugement, car n'ayant jamais eu qu'une seule façon d'écrire, et ne croyant pas aux genres mais seulement aux auteurs, je puis seulement m'efforcer d'écrire ce que j'ai le sentiment d'avoir à dire, en abandonnant à d'autres, s'ils ont la bonté de s'en préoccuper, le soin d'en définir le niveau» («Avant-propos» à Contrecensures, J. J. Pauvert, 1968, p. 11).

³ La Grande parade. Essai sur la survie de l'utopie socialiste, Paris, PLON, Pocket 11142, 2000, p. 14. Toutes les citations seront données à partir de cette édition. Le volume sera désigné par les initiales du titre (GP), entre parenthèses à la fin de la citation.

Un rapide comptage donne gagnant, sans conteste, le premier dispositif. Revel tisse son discours avec les mots des autres. Sa méthode n'est pas celle du polémiste facile qui chasse les expressions malheureuses, susceptibles de se trouver, à la marge, dans n'importe quelle prise de parole, et grâce auxquelles il est facile de ridiculiser ou de bâtir des procès d'intention. Ce qui l'intéresse, ce sont les concepts-clé, les termes les plus usuels, les plus caractéristiques d'un discours, en l'occurrence de «l'intellectuel gauchiste» (pour résumer dans une commode fiction locutoire). S'il les identifie, c'est à la fois parce qu'ils reviennent fréquemment dans un même texte, et surtout parce qu'ils sont systématiquement employés dans toutes les productions langagières des individus représentatifs de la position actantielle définie plus haut. Dès lors, Revel subodore l'utilisation formelle, le chèque sans couverture ; aussi se fait-il un devoir de sonder les véritables intentions des locuteurs dans l'emploi des concepts, la qualité de leur adhésion aux principes au nom desquels ils les véhiculent. Il parvient ainsi à mettre en évidence au moins deux types de supercheries intellectuelles, deux «fabriques» de mots stratégiques, à grand rendement dans le discours politique :

- un mot pour un autre : c'est le cas de l'emploi du mot «blocus», à propos des rapports entre les Etats Unis et le Cuba, dans la presse principalement de gauche. Le vocable remplace, à une certaine époque, systématiquement le mot «embargo», seul terme approprié pour caractériser la rupture des relations commerciales, décidée par l'Amérique à l'égard du pays de Fidel Castro. Ce remplacement, Revel ne le met aucunement sur le compte de l'incompétence linguistique de ses préopinents. Il démonte les raisons d'un véritable choix, motivé dans le cadre d'une stratégie idéologique globale : charge émotionnelle bien plus importante du mot «blocus», possibilité de renverser les responsabilités à propos du désastre économique cubain (en les mettant sur le compte d'une action allogène qui aurait empêché le pays de vendre ses produits). Aussi le mot stratégique apparaît-il comme un outil démagogique, une forme de manipulation de la bonne conscience collective. «Laisser-faire» au lieu de «laisser-faire», «classe privilégiée » au lieu de « classe moyenne » sont d'autres exemples de ces remplacements intentionnels, mobilisateurs de pathos, que Revel analyse de manière plus ou moins étendue.

- l'appauvrissement des collocations : je prendrai l'exemple du mot «mémoire», disséqué principalement au chapitre VIII de la *Grande*

parade. Revel part de l'adhésion universelle autour des opérations «devoir de mémoire», qui apparaissent après la seconde guerre mondiale comme un antidote à la répétition de l'horreur. Tout en saluant le concept et son emploi dans l'éducation, il rappelle qu'il est devenu un outil extrêmement efficace de bannissement de toute tentative d'hommage aux millions de victimes du communisme. «Selon la formule d'Alain Bensançon, "l'hypermnésie du nazisme" détourne l'attention de "l'amnésie du communisme" » (GP, p. 136). «Mémoire» associé à «crimes» en vient ainsi à renvoyer uniquement à l'Holocauste (tout comme «génocide», sur lequel on reviendra, est amené progressivement à devenir dans la conscience collective synonyme de «mise à mort des Juifs par les nazis», en dépit de la vocation sémantique plus large conférée au mot à la fois par le dictionnaire et par la loi⁴). L'exigence d'un «devoir de mémoire» à propos des officiers polonais exécutés à Katyn apparaît ainsi, après une décennie de déformation de la perception linguistique collective, presque incongrue.

Cette dénaturation de la langue affecte par ailleurs, quoique peut-être moins systématiquement, d'autres sens du mot. «Mémoire» en tant que «hommage rendu à une personnalité» semble réservé à des figures de gauche. Peu amateur des célébrations de grands hommes, de quelque bord qu'ils soient, Revel n'appelle pas, comme dans le cas de Katyn, à un rétablissement du droit de parler d'une «mémoire du général de Gaulle» (par exemple). Son analyse se dirige plutôt vers le soulignement d'un emballement du processus, qui mène à la réversibilité des termes : partant de «mémoire suppose homme de gauche», on passe à «homme de gauche suppose», automatiquement, «mémoire», «hommage». Un colloque est ainsi organisé en 1990 par l'Unesco afin de célébrer la «mémoire» de... Hô Chi Minh!

⁴ Une annexe au chapitre huitième cite les dispositions du code pénal : «Art. 211-1 : Constitue un génocide le fait, en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire, de commettre ou de faire commettre, à l'encontre des membres de ce groupe, l'un des actes suivants :

⁻ Atteinte volontaire à la vie.

⁻ Atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique.

Soumission à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction totale ou partielle du groupe.

⁻ Mesures visant à entraver les naissances.

⁻ Transfert d'enfants» etc. (GP, p. 185)

L'emploi du mot apparaît bien ainsi, dans tous les cas, comme un outil politique, un instrument pour fabriquer une image (gauche = bien, droite = nazi = mauvais), et non pas un concept anti-totalitaire.

La même opération intellectuelle est menée à propos du mot « progrès ». Comme dans le cas de «mémoire», on assiste selon Revel dans le discours de gauche à l'élimination systématique de certaines associations, pourtant sémantiquement licites, et à la promotion régulière d'autres qui cherchent à occuper tout le paysage mental de l'opinion publique. Quel journaliste oserait-il, ainsi, employer sérieusement l'expression «libéral progressiste» ? Elle est ressentie par la conscience collective comme une contradiction dans les termes. Pourtant, Revel se plaît à rappeler rapidement et le rôle joué par les libéraux (Frédéric Bastiat, Waldeck-Rousseau) dans l'amélioration de la condition ouvrière, et le contre-jeu des partis de gauche sur le même sujet, surtout à certaines périodes de l'histoire⁵. «Progressiste» devient ainsi une étiquette réservée à une certaine clientèle - avec son corollaire, « réactionnaire», aussi commodément appliqué à d'autres groupes – quelles que soient ses positions de fait et les résultats de ses actions. Et Revel de souligner qu'en vertu de cette bipolarisation de la pensée, de ce manichéisme linguistique, on en est arrivé à qualifier de progressistes Mengistu ou Mugabé (v. GP, p. 203), dénonçant comme responsables de «l'horreur» (bien entendu, «libérale») plusieurs présidents américains.

Le démontage de ce mécanisme d'association systématique, en vertu duquel se créent des espèces de synonymes, fournit à Revel un outil commode de construction de formules percutantes. Non pas qu'il reprenne à son compte la recette, en inversant les termes. L'académicien délocalise, en revanche, les syntagmes du contexte dans lequel ils interviennent habituellement, récupérant leur force expressive émoussée par leur utilisation mécanique et partisane. On assiste dès lors à un véritable renversement des concepts de l'adversaire. «Chasse aux sorcières» n'est plus, ainsi, employé pour décrire la persécution des communistes, mais le déchaînement des communistes et de la gauche en général envers Stéphane Courtois et son

équipe, coupables d'avoir offert, avec *Le Livre noir du communisme*, un premier bilan scientifique et global des crimes commis par les régimes issus de la pensée de Marx et de Lénine⁶. «La pensée unique» n'est plus celle d'une doxa bourgeoise, « réactionnaire », se raccrochant peureusement à ses possessions et « privilèges », mais celle d'un « camp progressiste » qui étouffe à coup de formules toutes faites les tentatives d'évaluer correctement les problèmes, de désigner ouvertement les fauteurs de troubles et de toucher, globalement, au fantasme de la légitimité de la lutte des classes :

On qualifie généralement en France de « pensée unique » la pensée des partisans de la monnaie européenne et de la mondialisation, donc d'un certain libéralisme. Mais, à en juger par la masse des opinions exprimées dans le sens contraire, la pensée unique ne serait-elle pas plutôt celle des ennemis du libéralisme ? En tout cas, on avait rarement vu se publier autant de livres et s'exprimer autant de jugements le condamnant qu'au cours des années qui suivirent la fin du socialisme réel et du dirigisme collectiviste pour cause de banqueroute. (GP, p. 45)

Dans le même ordre de changements linguistiques, « négationnisme » (et son petit frère, «révisionnisme») ne désigne plus seulement, sous sa plume, le délit intellectuel consistant à nier les exactions nazies à l'encontre des Juifs, mais également le mensonge ou les tentatives de minimisation, proféré et respectivement entreprises par la gauche, au sujet la nature, de l'étendue, et des objectifs du goulag soviétique ou du laogaï chinois (ou

⁵ Revel rappelle la position de Lénine – simple recommandation pendant ses années de bannissement, puis véritable mot d'ordre à partir du moment où il accède au pouvoir –, selon lequel les partis communistes des pays occidentaux doivent s'opposer à toute mesure visant l'amélioration de la condition ouvrière, puisque toute élévation du niveau de vie retarderait l'éclatement de la révolution mondiale.

^{6 «}La gauche non communiste, souvent plus empressée à la combustion des sorcières que les communistes eux-mêmes, se déchaîna contre les profanateurs. Elle hissa sur le même bûcher Stéphane Courtois, coupable de sacrilège d'avoir rapproché "les deux totalitarisme", et Alain Besançon qui, dans un discours prononcé à l'Institut de France en 1997, avait osé, lui aussi, briser l'interdit et mettre sur le même pied nazisme et communisme» (GP, p. 118). On remarquera la variation sur la formule consacrée, elle aussi destinée à lui donner plus d'impact.

^{7 «}Les négationnistes pronazis ne sont qu'une poignée. Les négationnistes procommunistes sont légion. En France, une loi (loi Gayssot, du nom du député communiste qui l'a rédigée et qui, cela se comprend, n'a vu les crimes de l'humanité que de l'œil droit) prévoit des sanctions contre les mensonges des premiers. Les seconds peuvent impunément nier la criminalité de leur camp préféré. Je parle non seulement de camp politique, au singulier, mais aussi de camps de concentration au pluriel : le goulag soviétique de jadis et le laogaï chinois d'aujourd'hui, celui-ci en pleine activité, avec en prime ses milliers d'exécutions sommaires chaque année. » (GP, p. 96).

encore, plus caractéristique, le refus d'admettre la responsabilité directe de Staline dans l'organisation de la famine ukrainienne des années 1932-1933, quoique ce type de négationnisme soit mentionné par Revel dans d'autres ouvrages que la *Grande parade*). «Crimes contre l'humanité» ou «génocide» sont utilisés par Revel afin de caractériser les actes commis par les Vietcongs, par exemple (v. GP, p. 161-164), et bien entendu par Lénine et Staline au cours de leurs périodes respectives de direction de l'URSS. Fondés sur un rigoureux refus de la provocation gratuite comme de la moindre impropriété, ces renversements de concepts permettent à Revel de conquérir un public préparé, pour ainsi dire, par la propagande de l'adversaire, qui découvre enfin du sens à des formules un peu trop souvent toutes faites. Sans doute font-ils crier au scandale chez les tenants de l'idéologie marxiste, mais l'académicien refuse de se plier au terrorisme intellectuel qui consisterait à n'entendre le bien que de l'oreille gauche et le mal de la droite.

Cette rébellion envers la police que l'intelligentsia exerce sur la langue et la pensée s'emploie, enfin, à une véritable refondation de certains mots de l'adversaire. Remise en perspective et renversement des utilisations interviennent, dans ces cas, comme des outils, comme des étapes préliminaires à un véritable changement de perception des concepts dans le large public. Deux termes, naturellement antagonistes, me semblent faire l'objet de ce travail de longue haleine : «libéralisme» et «communisme». J'ai eu l'occasion de mentionner en passant, plus haut, quelques-unes des opérations intellectuelles par l'intermédiaire desquelles le premier terme a été transformé en une étiquette presque infamante ; Revel en livre un inventaire à peu près complet, insistant sur la trouvaille des préfixes («ultra-libéral», «néo-libéral», v. GP p. 18 et sq.8) qui vient étayer depuis quelques années l'œuvre des outils classiques de péjoration qui sont l'épithète ou la métaphore («libéralisme sauvage», «vague libérale»). Parallèlement, il relève l'attentive censure dans l'utilisation du mot «communisme», systématiquement remplacé par «stalinisme» lorsqu'il s'agit – bon gré, mal gré – d'évoquer les victimes, et

aussi systématiquement prononcé en lien avec des concepts comme «sincérité», «soif de justice», «espoir», «changer le monde», etc. (v. GP, p. 33-34).

Dans un second temps, Revel s'adonne à l'opération de construction de nouvelles associations. Les plus fréquentes proposent une nouvelle perspective sur le communisme, comme, par exemple, l'inattendu «esclavage communiste» employé pour décrire la condition des ouvriers dans le goulag. Plus rarement, on rencontre de tels emplois surprenants à propos du libéralisme, présenté comme «la condition d'une politique de gauche» (GP, p. 313). Il s'agit moins, dans ces cas, de jouer du choc des recontextualisations pour donner du mordant à la pensée, que de provoquer un changement complet de l'univers mental évoqué par les deux concepts. On fera à Revel la révérence de ne pas le soupçonner de vouloir simplement renverser les termes. L'académicien insiste, à plusieurs reprises, sur le fait qu'«il ne faut pas considérer le libéralisme comme l'envers du socialisme, c'est-à-dire comme une recette mirobolante qui garantirait des solutions parfaites, quoique par des moyens opposés à ceux des socialistes » (GP,p. 275). A la différence de ses adversaires, il n'entend donc pas créer une association systématique entre le courant politique qu'il défend et «le Bien», même s'il n'hésite pas à avouer qu'il cherche à couper définitivement le lien qui unit «communisme» et «espoir»: «je n'ai jamais lutté contre le communisme au nom du libéralisme, ou seulement au nom du libéralisme» (GP, p. 70).

Cette différence déontologique fondamentale, qui évite à sa pensée de tomber dans un manichéisme symétrique à celui de ses adversaires, se double également d'une stratégie langagière autre. Dans sa campagne contre le communisme, Revel ne joue pas sur les mots, ne recourt pas à des étiquettes réductrices, n'accole pas des préfixes péjoratifs. Sans doute utilise-t-il un certain nombre d'armes rhétoriques, car l'expérience de toute une vie lui a appris que la conviction ne se remporte pas seulement sur le terrain de la raison⁹. La plus efficace et la plus fréquente s'avère, chez lui, celle

On remarquera la commodité de ces préfixes, qui permettent de véhiculer une idée négative, sans qu'ils aient besoin de la préciser. Ils semblent, par ailleurs, contradictoires : si «ultra-libéral» laisse penser qu'il existe une position simplement «libérale» qui serait acceptable moralement et intellectuellement, «néo-libéral» (à rapprocher de «néo-fasciste», «néo-naziste») indique la résurgence moderne d'une idéologie dépassée, sanctionnée par l'histoire. Ainsi, le libéralisme peut s'avérer, par le jeu des étiquettes, dans un même discours présente comme acceptable et comme inacceptable.

^{9 «}En effet, s'il suffisait de démontrer, de réfuter, d'apporter la preuve, d'établir les faits, pour emporter la conviction ou même retenir l'attention, l'humanité serait sauvée depuis longtemps. Nous vivrions dans un monde où le penseur réfuté exigerait lui-même que son éditeur envoie son livre au pilon, où le professeur convaincu d'incompétence offrirait d'emblée sa démission, où le politique de mauvaise foi aurait disparu. Malheureusement, dans notre Moyen Age, notre tête est entrée dans l'ère de la preuve, alors que notre cœur est resté dans l'ère de la force et du mensonge; on a moins affaire à

de l'ironie : la gauche européenne «avait investi ses passions et placé ses espoirs dans Mikhaïl Gorbatchev, s'était convaincue qu'il était en train de construire enfin ce communisme associé à la liberté, ce corbeau blanc tant attendu, en vain, depuis soixante-dix ans» (GP, p. 20); «l'intelligentsia de gauche, c'est la bonne conscience, plus la subvention¹⁰» (GP, p. 31), «La presse de la péninsule, de la droite à la gauche, s'emporte contre le procureur, traité, en supplément gratuit, de "fasciste" par le quotidien de gauche El Pais. Tiens pardi! Il fallait y penser. Quelle joie de voir à l'œuvre des gens qui ont de l'imagination et de la variété dans le choix des épithètes !» (GP, p. 200). Mais cela ne le dispense à aucun moment d'apporter des preuves, d'accumuler des arguments, de bâtir des démonstrations. En démontant les stratégies de l'adversaire, Revel n'entend pas tomber dans les mêmes travers. La lutte pour le changement de perception de «communisme» et de «libéralisme» est menée à la loyale : au grand jour, sans tours de passepasse langagiers, en privilégiant le logos et l'éthos à la place du pathos. En opposition avec les pratiques de l'adversaire, elle est conçue comme une utilisation pour ainsi dire exemplaire des mots-clé, une manière rationnelle et déontologiquement acceptable de construire des signes de ralliement et des connivences avec le lecteur.

Les mots du philosophe

Un des dangers qui guette le pamphlétaire, surtout professionnel, est celui de laisser croire à son public qu'en dehors de la controverse il n'aurait plus rien à dire. On a pu insinuer à propos de Revel (comme à propos de Soljenitsyne) que le communisme a été, pour lui, une manne céleste, en l'absence de laquelle il se serait perdu dans la masse. Il est vrai que la plupart des livres de l'académicien a une tournure polémique, le tempérament méditerranéen de cet éternel marseillais y étant probablement pour quelque chose. Mais il serait pour le moins injuste de lui dénier la capacité de s'exprimer en dehors de la riposte. Revel s'est forgé une philosophie, une concep-

tion de la vie et de la société qui existent autrement que comme la négation des autres discours. S'il ne combat pas le communisme au nom du libéralisme, comme on l'a vu, il ne le combat pas non plus par simple esprit de contradiction. Si forte est, d'ailleurs, sa conviction qu'on n'est pas écrivain sans un bagage personnel, qu'il impose à la polémique même, le genre a priori le plus détaché de l'obligation d'exister par soi-même, l'exigence d'un fonds :

Ainsi, le pamphlet serait pure affaire de ton. Le fond n'y serait pour rien. Ce ton s'adopterait sur commande, quelle que soit la matière, comme on passe de la couleur rose sur une façade. Certain hebdomadaire parisien offre même, dit-on, une «prime d'indignation » à ses collaborateurs, venant s'ajouter, en cas de percussion, au tarif normal des articles.

Il est évident que ces pantalonnades n'ont rien à voir avec la véritable littérature de combat, laquelle repose toujours sur des raisons ou une nécessité vitale, ou un sursaut de sensibilité, et provoque immanquablement une levée de boucliers, quelle que soit la modération du ton employé.¹¹

Une seconde catégorie de mots stratégiques s'impose dès lors à l'attention du lecteur de la *Grande parade*. Ils ne proviennent plus, cette fois-ci, du discours de l'autre, armes imprudemment prêtées par et habilement retournées contre la doxa gauchiste. Ils ont plutôt partie liée avec cette volonté, mentionnée plus haut, de livrer plus qu'un texte de combat : une leçon quant à la manière de le mener quand on est un intellectuel digne de ce nom. Mieux que les ironies percutantes – dont Revel a le don, mais que, précisément, il « maîtrise » afin de ne pas tomber dans la facilité – ce sont eux qui doivent emporter l'adhésion du lecteur, son « consentement éclairé ».

Revel insiste ainsi sur le fait que toutes les objections qu'il apporte au communisme, tout comme à l'usage courant du terme «libéralisme», se fondent sur l'argument des faits, sur des réalités vérifiables (dont il n'hésite pas à donner les sources). Parallèlement, c'est le caractère ineffectif de l'idéologie gauchiste qu'il entend, à chaque pas, souligner. Son texte est ainsi maillé par une série d'oppositions entre des termes, le plus souvent des verbes, qui attestent de la réalité, respectivement de l'irréalité, d'une chose. «Le communisme promet l'abondance et engendre la misère, il promet la liberté et impose la servitude, il promet l'égalité et aboutit à la plus inégalitaire

des idées qu'à leurs auteurs et aux institutions qui se tiennent derrière elles » (« Qu'est-ce que la polémique ? », Contrecensures, op. cit., p. 136).

On aura reconnu, dans ce cas, une ironie répondant parfaitement à la définition comme citation par Sperber et Wilson : Revel paraphrase le célèbre «le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électricité» de Lénine.

¹¹ «Qu'est-ce que la polémique ?», Contrecensures, op. cit., p. 133.

de toutes les sociétés» (GP, p. 111): le balancement de ce passage entre le verbe putatif «promettre» et la trinité effective «engendrer», «imposer», «aboutir» est caractéristique du style revélien. Les mots-clé du discours de l'académicien s'avèrent ainsi, en dernière analyse, ordonnés autour de l'opposition théorique/ vérifiable, réel/ imaginaire, témoins d'une philosophie pragmatique dans le meilleur sens du terme, réfractaire à la spéculation, en faveur d'une attention accrue aux enseignements de l'expérience. C'est une philosophie qui se fonde sur le postulat que l'histoire a un sens, accessible à l'intelligence humaine, et qui refuse dès lors de tenir pour nulle et non-avenue, au nom de la théorie toujours réalisable, la catastrophe que les applications de la théorie a engendrées. Tous les raisonnements qu'elle engendre, elle entend les confronter à la validation ou au démenti des faits, opération menée en toute transparence sous le regard du lecteur.

Pensée simpliste, dès lors, que celle de Revel, du moment que l'on peut y déceler une telle opposition élémentaire, élevée au rang de principe constitutif? Manichéisme encore plus grave que celui de ses adversaires? Le philosophe Revel, lecteur attentif et fin de Kant, de Hegel, des pages les plus absconses de Heidegger n'ignore pas la complexité. Elle ne lui apparaît toutefois pas incompatible avec la possibilité de trancher. Ce qu'il conteste à ses adversaires de gauche, c'est moins le droit à une perception polarisée de la société («progressistes» vs. «réactionnaires»), que les critères fantaisistes retenus pour placer les uns et les autres dans de telles catégories.

Mais ce n'est pas parce que l'idéologie mesure mal, couchant le réel dans le lit de Procuste, qu'aucune mesure n'est possible. L'échec patent de l'idéologie, démentie par l'Histoire dans toutes ses prévisions et dans tous ses espoirs, s'arrangerait bien d'une telle affirmation. Quand elle ne clame l'impossibilité de toute mesure au nom de «l'équidistance de la pensée», elle continue de revendiquer le droit exclusif de peser les actes et les âmes : «L'événement qui aurait dû sonner l'heure du repentir chez les complices qui avaient soutenu, aidé ou toléré le communisme se mua en réquisitoire contre les pervers qui osaient pouvoir trouver dans ses crimes et ses échecs une vague preuve de sa nocivité» (GP, p. 20). Aussi opposer clairement «bien» et «mal» apparaît à Revel comme une obligation morale, doublement imposée et par la nécessité de résister à la confiscation honteuse, par la gauche, du droit de juger, et par le rôle de guide spirituel d'une société qui s'impose à l'intellectuel. S'engager signifie, pour Revel, non pas militer dans

un parti, fut-il du «progrès », mais employer sa raison, ses connaissances, sa méthode pour identifier le vrai, le juste et le bien dans l'activité de tous les jours. C'est en mettant la pensée au service du réel, et non pas en tentant de transformer le réel en fonction d'une pensée, que le clerc ne trahit pas sa mission, selon l'académicien.

Le maillage du texte par les mots de l'existant, du concret, du vérifiable est à lire ainsi non seulement comme un outil pour emporter la conviction du lecteur, mais aussi comme la manifestation d'une conviction déontologique. Les variations sur le verbe «être» (et leur corollaire, les mots du champ lexical de l'inexistant) s'ordonnent à un double objectif, rhétorique et éthique à la fois. Stratégiques et par rapport au lecteur, ils sont également ce qui justifie le discours aux yeux du locuteur, instruments de la persuasion, mais aussi garanties apportées par Revel à sa propre conscience.

Reposant sur un usage juste, mais novateur, des mots, sur une conception très rigoureuse de l'activité d'écriture comme encadrée par des règles (et non pas par des «idéaux»), le discours de Revel semble ainsi pouvoir se réclamer à part entière de la littérature, dans le sens classique du terme. Comme toute véritable littérature, la sienne continue de résonner dans la conscience du lecteur, parce qu'elle lui apporte non pas (ou pas seulement) des quarts d'heure de délectation, mais des outils de compréhension du monde. Après avoir lu Revel, on emprunte sa méfiance envers les formules trop belles, on veut sonder les reins et les cœurs avant de croire aux valeurs affichées, on s'efforce d'observer les faits pour se former une opinion plutôt que d'emprunter tels quels les jugements des maîtres à penser. On s'aperçoit, dès lors, que les combats revéliens n'ont, malheureusement, rien perdu de leur actualité, dans un monde où «l'idéologie totalitaire médiatisée par l'utopie» (GP, p. 111) reste largement au pouvoir dans le monde intellectuel. La Grande parade est immédiatement compréhensible pour peu que l'on ait une minime connaissance des débats et opinions exprimées dans la presse, dix ans après la contre-offensive gauchiste qui avait provoqué sa parution.

Il est vrai que cette «contamination» a son revers de la médaille. Comme chaque bon écrivain, Revel a ses propres épigones, imitateurs maladroits de «recettes» dont ils ne comprennent pas l'esprit. Une nuée de journalistes s'adonne de manière hebdomadaire à un prétendu démontage

des «mots des autres», copieurs sans talent de la verve revélienne. La couverture d'un magazine «d'idées» à grand tirage ne s'ornait-elle pas, il y a peu, de l'accrocheuse promesse de lister «les choses que l'on n'a pas le droit de dire en France», lointain et contrefait héritier du mécanisme de recontextualisation des mots stratégiques de l'adversaire employé par Revel ? Mais la mésaventure – encore une fois, commune aux plus grands – ne saurait diminuer l'importance de l'écrivain, grand pourfendeur de «la tentation totalitaire, sous le masque du démon du Bien» au nom de la non moins éternelle «aspiration à la liberté» (GP, p. 373).

80

Construction lexicale et discursive de la Francophonie

Virginie MARIE Université de Nantes

Cette contribution sera consacrée à l'étude des discours tenus par des individus appartenant à une communauté (filière francophone de l'Université Nicolae Testeminatu de Moldavie) et présentera les résultats d'une analyse qui vise à rendre compte du potentiel argumentatif et de la signification lexicale du concept «Francophonie». L'objectif de ce travail sera de mettre en exergue des mécanismes sémantico-discursifs mis en œuvre dans la re-construction de la signification du mot «Francophonie» (porteur de valeurs axiologiques) et dans la construction des images identitaires. Cette approche du processus de construction-interprétation du sens nous permettra d'appréhender les différentes représentations discursives et les déploiements stéréotypiques générés par le concept.

Dans le cadre de notre étude, nous convoquerons le modèle de la Sémantique des Possibles Argumentatifs qui traite la description de la signification lexicale des mots en termes de noyau et de stéréotypes (Galatanu, 1999a, 2002. 2003, 2004, 2005a, b). Cette interprétation du sens (SPA) donne à saisir les représentations suivantes : « celles du monde « perçu » et « modélisé » par la langue (Kleiber, 1999, 27-34) ; celles du « potentiel discursif « au niveau des enchaînements argumentatifs des mots, qui fait l'objet privilégié de la sémantique argumentative, dans ses différents développements (Anscombre et Ducrot, 1983 ; Anscombre et Ducrot, 1995a ; Carel